

# LETTRE ECONOMIQUE de Cuba

Une publication du SE de La Havane  
Février 2025

## En bref

Avec un PIB estimé à 36,4 Mds USD en 2024, d'après the Economist Intelligence Unit (EIU), l'économie cubaine a connu une contraction de 1 à 2% selon les sources. D'après la CEPAL, Cuba est le seul pays de la région Amérique latine et Caraïbe, aux côtés de Haïti, à avoir enregistré trois années consécutives de contraction économique. En 2024, l'inflation ralentit (sans décroître) par rapport à 2023 et avoisine les 25% ; le déficit public se situe autour de 12,4% du PIB. Ainsi, l'endettement public atteint une fois de plus un niveau insoutenable pour un pays à court de devises.

A l'occasion de la dernière session de l'assemblée nationale du pouvoir populaire (ANPP), en décembre 2024, le gouvernement a annoncé les grandes lignes de la politique économique pour 2025. Outre la poursuite du programme de stabilisation macroéconomique, des réformes ont été annoncées, notamment en matière de dollarisation et de régime de change. La récupération du système électro-énergétique est également un des objectifs prioritaires pour 2025.

Par ailleurs, le retour de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis et l'abrogation des mesures d'assouplissement des sanctions prises par Joe Biden dans les derniers jours de son mandat en faveur de Cuba engendrent de nombreuses incertitudes sur l'avenir de la relation entre les deux pays.

LE CHIFFRE A RETENIR

**12,4%**

Déficit public de Cuba en 2024  
(% du PIB)

# Relations extérieures

## Retour de Trump à la présidence étatsunienne : vers un durcissement de la relation entre Cuba et les Etats-Unis ?

Quelques heures après sa prestation de serment, en janvier 2025, Donald Trump a signé de nombreux décrets présidentiels annulant des mesures prises par son prédécesseur. Il est notamment revenu sur la décision de l'administration Biden du 14 janvier de retirer Cuba de la liste des États soutenant le terrorisme, quatre ans après son inscription par la première administration Trump. Cette décision, prise à quelques jours de l'investiture de Trump était accompagnée d'autres mesures destinées à soutenir le peuple cubain : l'annulation du mémorandum de 2017 restreignant les transactions financières directes avec certaines entités cubaines ainsi que la suspension temporaire du titre III de la loi Helms-Burton, pour une durée de six mois.

[Le maintien de Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme](#) a entraîné pour les établissements bancaires des obligations de vigilance accrues pour effectuer des transactions portant sur Cuba, et impacte négativement le tourisme, secteur clé de l'économie cubaine, en privant d'ESTA (système électronique d'autorisation de voyage) les voyageurs (notamment Européens) ayant visité Cuba après janvier 2021.

[Le mémorandum identifiant une liste d'entités contrôlées par les forces militaires](#) avec lesquelles les personnes soumises à la juridiction américaine n'ont pas le droit d'effectuer des transactions financières directes a été adopté par Trump en 2017. Il a eu pour

effet de limiter les transferts financiers vers ces entités et notamment le GAE (groupe de gestion des entreprises, l'une des plus grandes entreprises de Cuba détenue par le gouvernement) et ses filiales. Par ailleurs, le mémorandum restreint plus fortement les déplacements depuis les Etats-Unis pour des motifs de tourisme.

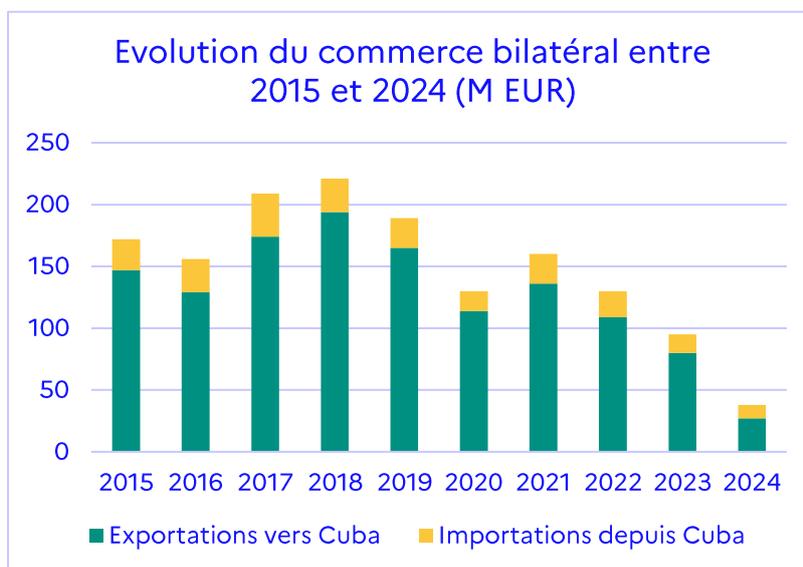
[Le titre III de la loi Helms-Burton](#), promulguée en 1996 par Bill Clinton, permet quant à lui de poursuivre en dommages-intérêts devant les tribunaux étatsuniens toute personne ou entreprise faisant des affaires, de près ou de loin, avec des biens nationalisés à la révolution de 1959. Alors que les administrations Clinton, Bush puis Obama ont successivement renoncé à son application, Donald Trump lève cette suspension en 2019. Dès lors, plusieurs procédures judiciaires indemnitaires se sont ouvertes aux Etats-Unis, concernant par exemple les compagnies de croisière qui étaient venues dans le port de La Havane après l'ouverture de l'administration Obama ou encore les compagnies de transport maritimes qui accostent au port de Mariel.

Le retour de Donald Trump à la présidence renforce ainsi l'incertitude quant à la conduite de la politique des Etats-Unis vis-à-vis de Cuba. Plusieurs parlementaires républicains ont par ailleurs déjà annoncé avoir déposé des propositions de lois visant à renforcer les sanctions pesant sur Cuba.

# Relations France-Cuba

## Commerce bilatéral : à peine 40 millions d'EUR en 2024

D'après les données publiées par la Direction générale des douanes et des droits indirects, les échanges de marchandises entre la France et Cuba ont atteint un montant de 38 M EUR, avec un solde positif pour la France (17 M EUR). Malgré une légère reprise en 2021 suite à la pandémie, le commerce bilatéral a enregistré une baisse continue sur les trois dernières années.



Source : Direction générale des douanes et des droits indirects

De manière générale, Cuba connaît une baisse significative de son commerce extérieur, notamment en raison du manque de devises pour financer ses importations et des difficultés rencontrées par ses filières privilégiées pour l'exportation (tabac, rhum, produits pharmaceutiques, nickel, langouste). Alors que les exportations françaises vers Cuba atteignent 27 M EUR en 2024, elles représentaient près de 200 M EUR en 2018 et plus de 100 M EUR en 2022.

## Cuba et le groupe ad hoc du Club de Paris signent un nouvel accord de restructuration de la dette



Le vice-premier ministre Ricardo Cabrisas, le président du Club de Paris Bertrand Dumont, et la gouverneure Juliana Delgado à Paris, janvier 2025. Source : DG Trésor

Les 16 et 17 janvier, une délégation cubaine s'est réunie à Paris avec les créanciers du groupe ad hoc du Club de Paris, dont la France, afin de négocier un nouvel accord de restructuration de la dette souveraine cubaine. En tenant compte de la situation économique difficile du pays, l'accord conclu octroie à Cuba de nouvelles conditions pour faire face à ses difficultés financières dans les années à venir et préserve les relations financières avec les créanciers.

En décembre 2015, Cuba et le groupe avaient conclu un accord historique pour apurer les arriérés de la dette de moyen et long terme, permettant ainsi aux agences de développement et à celles de soutien aux exportations de reprendre leurs activités à Cuba.

# Zoom sectoriel

## Le secteur de l'énergie à Cuba face à l'urgence

En 2024, Cuba a connu plusieurs pannes généralisées de son système électrique, privant de courant la totalité de la population tout en paralysant l'économie durant plusieurs jours. Alors que l'île est dans l'incapacité de produire l'énergie nécessaire à la survie de son économie et que les services publics sont en faillite, la détérioration du contexte économique et la banqueroute du pays limitent fortement les capacités et les possibilités pour Cuba de modifier en profondeur son mix énergétique.

### Un pays producteur d'hydrocarbures dépendant des approvisionnements extérieurs

Cuba dispose de réserves prouvées estimées à 124 M de barils de pétrole. L'île, qui produit du pétrole depuis 1984, produit environ 28 000 barils de pétrole par jour en 2024, en baisse quasi constante depuis le pic pétrolier de 57 000 b/j en 2004. D'après l'ONEI, en moyenne 2 350 Mt pétrole brut est extrait chaque année dans le pays, essentiellement des gisements on shore de la province de Matanzas (à l'est de la capitale). Le gaz naturel cubain est principalement issu du processus d'extraction du pétrole brut on shore, avec 955 M de m<sup>3</sup> produits en 2023, et acheminé via des pipelines vers les deux centrales à cycle combiné gaz du pays. L'acteur public CUPET détient un monopole pour toute activité liée au pétrole et au gaz à Cuba.

Cuba consomme près de 8 Mt de carburant chaque année et la production nationale ne permet de

couvrir qu'un tiers des besoins, obligeant le pays à recourir aux importations de combustibles fossiles, historiquement en provenance du Venezuela. La baisse progressive des importations à bas coût de pétrole vénézuélien en raison des difficultés économiques auxquelles fait face le pays (de 80 000 b/j en moyenne en 2020 à 55 000 en 2023) a poussé Cuba à se tourner vers d'autres partenaires, tels que la Russie, le Mexique et l'Algérie. Malgré tout, les livraisons de pétrole restent très insuffisantes pour répondre à la demande interne.

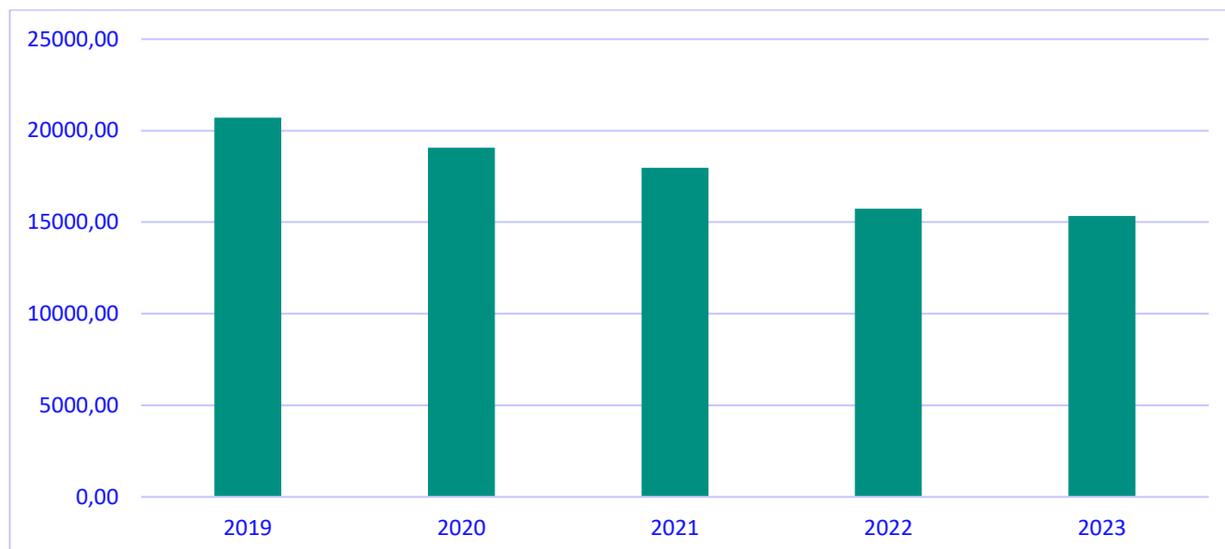


Centrale thermoélectrique Antonio Guiteras, à Matanzas. Source : ACN (archive)

### Un réseau électrique national mis à mal par le manque d'investissements

La production nationale d'électricité est en baisse constante ces dernières années, passant de 20 700 GWh en 2019 à 15 300 GWh en 2024, soit une diminution de 25% en 5 ans. Elle est principalement assurée par un parc vieillissant de 8 centrales thermo-électriques d'une puissance totale de 2 000 MW fonctionnant au pétrole (60% de l'électricité de Cuba) et au gaz (16%, 2 centrales à cycle combiné gaz).

## Evolution de la production nationale d'énergie (GW heure)



Source : Solargis

L'île exploite en complément des centrales électriques flottantes turques et accroît sa dépendance aux groupes électrogènes fioul et diesel (18%). Les installations d'énergies renouvelables assurent en 2024 autour de 5% de la production.

Entre septembre et décembre 2024, la production quotidienne d'électricité a souffert d'un déficit de 60% en moyenne, ce qui entraîne des coupures d'électricité prolongées de 8 à 12 heures dans l'ensemble du pays. De manière régulière, les centrales vieillissantes sont mises en arrêt pour effectuer des réparations, ce qui entraîne des coupures d'électricité relativement longues, nécessitant un calendrier de rotation des zones affectées et touchant principalement l'intérieur du pays. Ces restrictions affectent gravement la vie quotidienne des Cubains et le système productif du pays.

Les pannes généralisées en 2024 témoignent d'une crise énergétique profonde et de l'urgence à réaliser des investissements massifs afin de réhabiliter le parc productif vieillissant.

### **Le renouvelable, un secteur à fort potentiel encore peu exploité**

Cuba dispose cependant d'un fort potentiel en énergies renouvelables, encore très peu exploité aujourd'hui, notamment pour la production photovoltaïque, l'éolien et la biomasse (avec la bagasse extraite de la canne à sucre). Le gouvernement a prévu pour 2025 une augmentation de la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité. Toutefois, le manque de liquidités en devises, nécessaires pour ce type d'investissements en matériels importés, explique la forte dépendance de Cuba aux investissements étrangers.

Par ailleurs, les autorités cubaines ont publié de nouvelles réglementations afin d'inciter le secteur privé à contribuer au déploiement des énergies renouvelables. Ainsi, les grands consommateurs auront un délai de 3 à 5 ans pour réaliser des investissements afin de garantir la production, via de sources renouvelables, d'au moins 50% de leur consommation énergétique.

# L'actualité en bref

## Dollarisation, nouveau système cambiaire, énergies renouvelables... les annonces du gouvernement pour 2025

A l'occasion de la dernière session de l'assemblée nationale du pouvoir populaire, qui s'est tenue du 18 au 20 décembre 2024, le gouvernement a annoncé les grandes lignes de la politique économique pour 2025.

La hausse des recettes extérieures du pays est au cœur du plan pour 2025, qui fixe un objectif de 10,6 Mds USD, soit une augmentation de 10% par rapport aux prévisions pour 2024. Le gouvernement mise avant tout sur les exportations de services, et notamment touristiques, aéroportuaires et médicaux, pour capter les devises. Par ailleurs, la dollarisation partielle de l'économie sera étendue à divers secteurs, comme les télécommunications. Cuba utilise des devises étrangères dans les transactions



Source : CiberCuba

nationales depuis 2019, avec la création du MLC (monnaie librement convertible, un élément virtuel équivalent au dollar). Progressivement, l'État a étendu les paiements en devises à différents domaines, tels que le tourisme, les aéroports, les stations-service et les droits de douane imposés du secteur privé, entre autres.

Dans un contexte marqué par une monnaie nationale en perte de valeur et l'incapacité de l'Etat à stabiliser le marché informel, les autorités ont annoncé un « nouveau régime cambiaire » pour 2025, dont les modalités restent à préciser. Les nouvelles règles semblent présenter des éléments communs aux « flexibilités » introduites en 2022 : le taux de change de départ serait approximativement celui du marché informel et sa mise en œuvre consisterait avant tout en des achats de devises par l'État. La différence résiderait en le degré de flexibilité, puisque le taux de change fluctuerait en fonction de l'offre et de la demande. Selon l'économiste Pedro Monreal, un régime de taux de change fixe sera en réalité probablement maintenu, avec des modifications dans sa composante secondaire d'opérations avec la population et le secteur non étatique.

La récupération du système électroénergétique est également un des objectifs prioritaires pour 2025. Avec des investissements annoncés à hauteur de 29,6 Mds CUP (1,2 Md USD au taux officiel) dédiés à la transition énergétique et aux énergies renouvelables, il semblerait qu'un tournant ait été engagé pour réduire la dépendance du pays aux importations de carburant. L'objectif de production issue des énergies renouvelables pour 2025 reste toutefois ambitieux (9,3% prévus, contre 3,4% en 2024) et les investissements étrangers restent indispensables pour soutenir le développement du secteur et ce alors que le pays ne dispose toujours pas d'une législation sécurisant les investissements étrangers.

## Tourisme : en 2024, Cuba attire moins de visiteurs que prévu

En 2024, la fréquentation touristique à Cuba a diminué de 10%. Selon les données officielles, 2,2 M de touristes ont visité Cuba en 2024, contre 2,4 M en 2023. L'objectif initial de 3,2 M de touristes avait été révisé à la baisse en cours d'année, pour finalement se situer à 2,7 M de touristes, un chiffre plus réaliste qui n'a toutefois pas été atteint.

Si le Canada reste le premier pays émetteur de touristes, le nombre de Canadiens à se rendre sur l'île caribéenne a diminué de 8%. En deuxième position, les visiteurs issus de la diaspora cubaine, notamment en provenance de Floride, ont également été moins nombreux (-18%). La Russie, avec plus de 185 000 visiteurs, est le seul pays à avoir enregistré une légère augmentation. La France, pour sa part, se classe au huitième rang avec à peine 50 000 touristes (8,5%).

Depuis la pandémie, la reprise du tourisme se fait lente à Cuba, malgré les investissements dans le secteur, principal pourvoyeur de devises aux côtés des exportations de services médicaux. D'autres pays de la Caraïbe, à l'image de la République Dominicaine et de Porto Rico, connaissent quant à eux des chiffres records, consolidant ainsi leur position en tant que destinations de choix dans la zone.

## L'exode de professionnels : un défi majeur pour Cuba

Cuba connaît un exode de professionnels hautement qualifiés, notamment des médecins et des ingénieurs, phénomène qui s'est accentué au cours des dernières années. Entre 2021 et 2023, le pays aurait perdu près de 90 000 professionnels de la santé, 33 000 enseignants et 4 400 individus dans les sciences et de l'innovation.

Plusieurs facteurs contribueraient à cette perte de capital humain : la faible rémunération, le manque d'opportunités professionnelles et personnelles, les conditions de travail peu attractives ou encore le degré de responsabilité. Dans un contexte de crise économique sans précédent, ces professionnels ont émigré ou simplement abandonné leur métier pour travailler dans des secteurs plus rémunérateurs, comme le secteur privé. En parallèle, d'autres secteurs comme l'agriculture pâtissent également du manque de personnel. En cinq ans, le secteur agricole cubain a perdu près de 10% de ses actifs.

Cette évolution, combinée avec la faible natalité et l'émigration des jeunes adultes, risque de poser des difficultés économiques majeures pour le pays, avec des conséquences difficilement surmontables à moyen terme.

Principaux pays de provenance des visiteurs internationaux en 2024



Source : ONEI.

# Quoi de neuf ?

## Visite à Cuba de Eléonore Caroit, députée des Français de l'étranger



La députée Eléonore Caroit, les Conseillers du commerce extérieur de la France et l'équipe de l'Ambassade lors d'un déjeuner à la résidence, le 12 février. Source : Cabinet de Mme Caroit

Dans le cadre d'un déplacement dans sa circonscription (Amérique latine et Caraïbes), Eléonore Caroit était en visite à Cuba les 11 et 12 février. A l'occasion d'un déjeuner à la résidence de France, Mme Caroit s'est entretenue avec les Conseillers du commerce extérieur de la France (CCEF). Présents dans des secteurs clés de la relation bilatérale, les représentants d'entreprises françaises ont pu échanger avec la députée sur l'évolution du contexte économique depuis sa dernière venue, en 2022. La dégradation du climat des affaires et le possible durcissement des sanctions américaines avec le retour de Trump à la présidence des Etats-Unis ont été abordés. L'étape de Eléonore Caroit à

Cuba s'est terminée par la visite de l'Institut de Néphrologie de La Havane, qui fait l'objet d'un projet de l'Agence française de développement (AFD).

## Le service économique rend visite aux entrepreneurs cubains

Depuis l'émergence des acteurs non étatiques, dont les travailleurs à compte propre (TCP) et les micros, petites et moyennes entreprises (MIPYMES), le service économique suit attentivement les développements du secteur. Les dénommés « nouveaux acteurs économiques »



Le service économique visite l'atelier « Devuelta » de Anibex, qui produit des objets à partir de verre recyclé. Source : SE de La Havane

contribuent à une diversification de l'offre et présentent des opportunités.



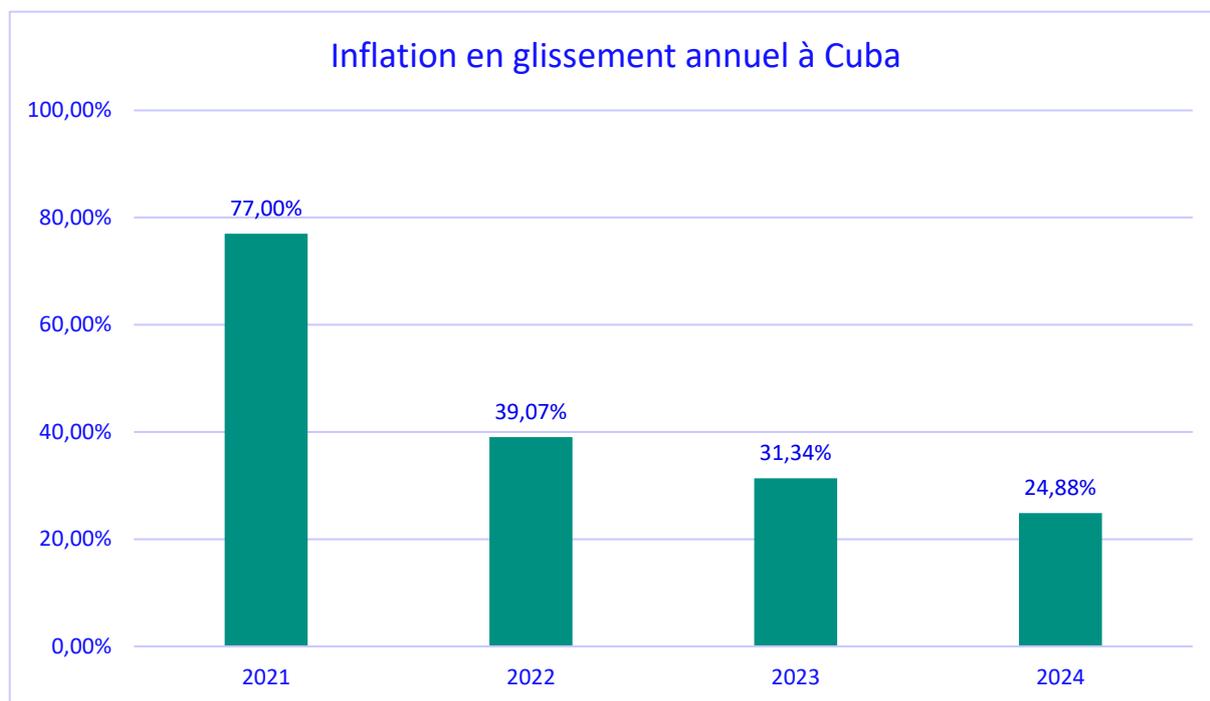
Alors que de nombreuses entreprises se dédient à l'importation et à la commercialisation de produits alimentaires et de fournitures, l'équipe du service économique accorde une attention particulière aux projets d'entrepreneuriat à vocation productive, essentiels pour redynamiser l'économie cubaine. Les rencontres avec des entrepreneurs motivés et ambitieux permettent de mieux comprendre les enjeux et les difficultés qu'ils rencontrent.

# Focus statistique

## La hausse des prix ralentit à Cuba, mais l'inflation reste élevée

En 2024, l'inflation a connu un léger ralentissement, portant la hausse généralisée des prix 25% en moyenne sur l'année, contre 31% en 2023. D'après l'ONEI, l'indice des prix à la consommation en 2024 a atteint sa plus faible augmentation depuis près de quatre ans. Les principales hausses de prix enregistrées en glissement annuel concernent les catégories historiquement les plus inflationnistes, à savoir : Boissons alcoolisées et tabac (+67% en un an), Restauration et hôtels (+29%), Aliments et boissons non alcoolisées (+28%) et Transport (+25%).

Cette hausse moins importante de l'inflation est accueillie par les autorités comme un signal encourageant, dans un contexte économique complexe en raison notamment des recettes insuffisantes, du niveau élevé d'endettement, des restrictions financières et du déficit de production. Toutefois, bien que les chiffres indiquent que l'inflation commence à se stabiliser, la population déclare que les valeurs communiquées par le gouvernement restent loin des valeurs « perçues ». Le marché informel, très dynamique et approvisionné, est quant à lui exclu des calculs officiels, alors que des prix prohibitifs y sont pratiqués, impactant négativement le pouvoir d'achat des Cubains.



Source : graphique réalisé par le SE de La Havane à partir des données de l'ONEI

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Aurélien Salvini, Chef du Service économique de La Havane

Rédaction : Fiona de Sainte Maresville et Sailé Ruíz Tudó, Service économique de La Havane

Abonnez-vous : [lahavane@dgtresor.gouv.fr](mailto:lahavane@dgtresor.gouv.fr)